



PRÉFET DE LA NIÈVRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du pilotage interministériel

Pôle des Politiques publiques

Section Environnement - guichet unique ICPE

Arrêté N° 58-2024-09-06-00004

portant mise en demeure à la société OMYA de respecter certaines dispositions des arrêtés réglementant sa carrière située sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6 à L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** le Code de justice administrative ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Michaël GALY en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif à aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 3 décembre 1999 à la S.A. MEAC pour l'exploitation de la carrière sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain au titre des rubriques 2510-1 et 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral délivré le 28 juillet 2003 portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière sur le territoire de la commune d'Entrains-sur-Nohain au profit de la S.A.S. OMYA ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-08-21-00013 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement établi, suite à la visite d'inspection de l'installation du 23 juillet 2024, et transmis par courrier en date du 1^{er} août 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** le projet d'arrêté transmis le 1^{er} août 2024 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant, sur les points visés par le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 21.2 de l'arrêté du 3 décembre 1999 susvisé dispose : « L'exploitation se déroule suivant le plan et les coupes annexés en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation, soit 6 phases d'environ 10 ha pour 5 ans. L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés » ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 23 juillet 2024, l'Inspectrice de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respectait pas les dispositions suivantes :

- le site exploite actuellement les phases 3 et 4 en même temps. La phase 2 n'est pas remise en état.

CONSIDÉRANT que, face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société OMYA de respecter les prescriptions de l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Objet de la mise en demeure

La société OMYA, exploitant une installation de carrière sise au lieu-dit « Bois des Huets » sur la commune d'Entrains-sur-Nohain, est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en finalisant la remise en état de la phase n° 2 ;
- **sans délai à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 1999 en arrêtant l'exploitation de la phase 4. L'exploitation de la phase 4 ne pourra reprendre que lorsque la remise en état de la phase 2 sera achevée.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Publicité et notification

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société OMYA, sise sur la commune d'Entrains-sur-Nohain.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : « www.telerecours.fr ».

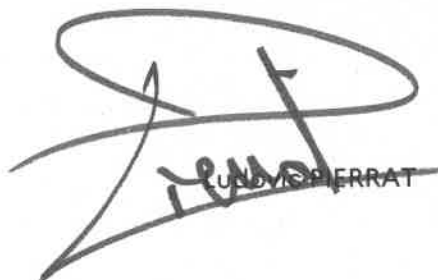
Article 5 : Exécution et copies

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- la Sous-Préfète de Clamecy,
- le Maire d'Entrains-sur-Nohain,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **6 SEP. 2024**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



UNYV PERRAT

2505 932 0 -

10/23/25